

RESILAC*

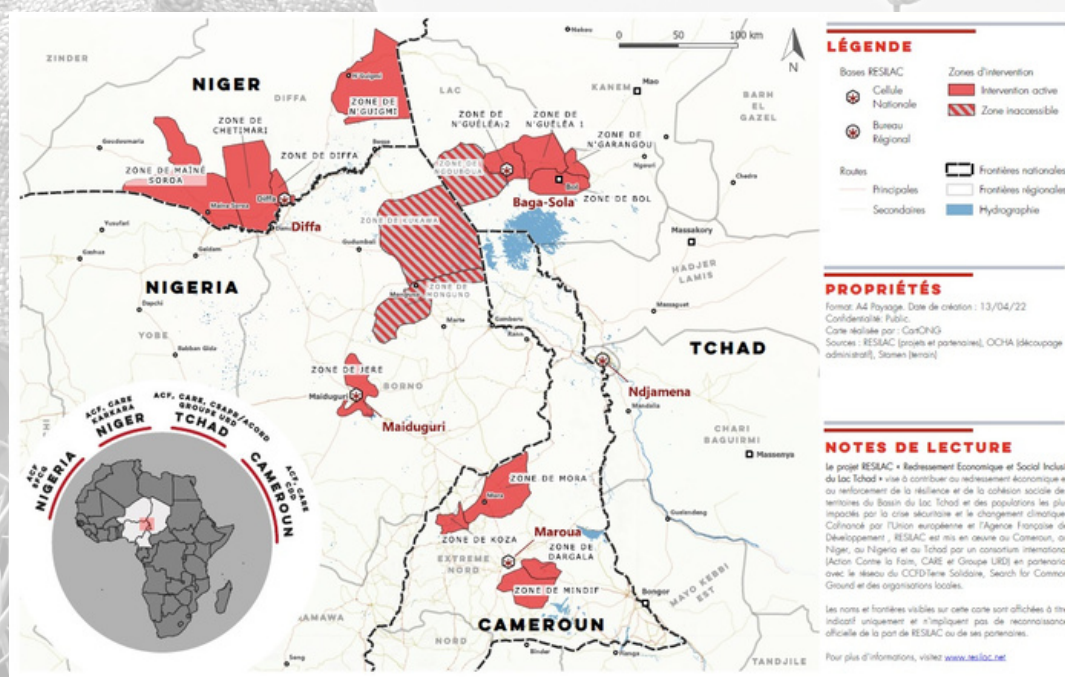
★ REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
INCLUSIF DU LAC TCHAD



Cofinancé par l'Union Européenne et
l'Agence Française de Développement

Le projet Redressement Economique et Social Inclusif du Lac Tchad (RESILAC) est un projet régional visant à contribuer au redressement économique et au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des populations du bassin du lac Tchad au Cameroun (région de l'Extrême-Nord), au Niger (région de Diffa), au Nigeria (Etat de Borno) et au Tchad (province du lac). Cofinancé par l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement à hauteur de 36,1 million €, le projet a été mis en œuvre par un consortium d'ONG Action Contre la Faim (chef de file), CARE international et Groupe URD, en partenariat avec des organisations nationales et locales.

D'une durée de 5 ans (2018-2022), les actions menées se sont étendues sur **13 territoires, 254 villages et ont touché plus de 159 000 bénéficiaires.**



Son action basée sur une approche dite territoriale implique un travail en collaboration avec les leaders communautaires et chefferies traditionnelles, les organisations de la société civile et organisations communautaires de base, les collectivités territoriales et les services techniques déconcentrés, institutions publiques et parapubliques de chaque pays d'intervention. En s'assurant de respecter le principe « Ne pas nuire », le projet s'adapte au contexte sécuritaire, sociétal et traditionnel des communautés pour une plus grande localisation et une meilleure appropriation de l'action par les bénéficiaires et les acteurs du territoire.

NORME FONDAMENTALE HUMANITAIRE

A travers son processus de suivi, évaluation, recherche et apprentissage, RESILAC s'efforce de déployer son action en respectant les 9 engagements de la Norme Fondamentale Humanitaire dans le but d'optimiser la qualité, l'efficacité et la redevabilité de son action auprès des personnes appuyées dans le respect de leurs droits.

Les acteurs du projet attachent également une attention particulière au respect des autres standards et principes internationaux (Sphère, DIH, etc.), éléments fondamentaux pour ce type d'intervention.

A travers 4 piliers d'intervention : renforcement du capital humain et de la cohésion sociale, redressement économique et réinsertion des jeunes, renforcement institutionnel et plaidoyer, et apprentissage et gestion des connaissances, RESILAC a été conçu comme une solution agile s'inscrivant dans le nexus humanitaire-développement et s'adaptant aux besoins des populations et des territoires tout en tenant compte des défis sécuritaires et climatiques.



Pilier 1 - Renforcement du capital humain et de la cohésion sociale

A travers le renforcement de la cohésion sociale, la prise en charge en santé mentale et l'appui psychosocial des populations victimes des groupes armés et la gestion concertée des ressources naturelles, le pilier 1 vise à recréer du lien social entre et au sein des communautés les plus affectées par la crise et à améliorer l'état de bien-être des populations afin de leur permettre d'envisager un avenir plus serein.

Pilier 2 - Redressement économique

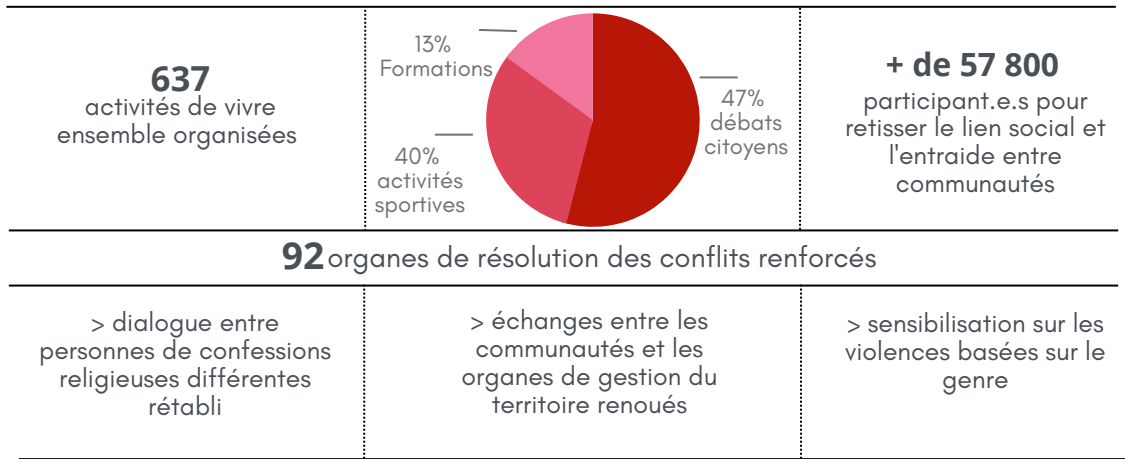
En appuyant durablement la petite économie, le pilier 2 du projet vise à apporter les compétences et outils nécessaires pour que les ménages parviennent à atteindre l'autosuffisance alimentaire et l'autonomie économique à travers l'insertion professionnelle et l'appui aux systèmes de production agro-sylvo-pastoraux et halieutiques.

Pilier 3 - Appui institutionnel

En travaillant de concert avec les organisations de la société civile et les entités gestionnaires des territoires, le pilier 3 vise à renforcer ces acteurs dans leur mission de développement local.

Pilier 4 - Production et gestion des connaissances

Ce pilier du projet a pour objectif d'optimiser la qualité de l'action et d'accompagner les prises de décisions des acteurs, notamment locaux, grâce au puissant mécanisme de suivi et d'évaluation des activités ainsi qu'à la production de rapports de recherche et de capitalisation.



Santé mentale et soutien psychosocial



+ de 9 900

personnes ont bénéficié d'un soutien psychosocial

100%

des personnes accompagnées ont amélioré leur état de bien être subjectif et leurs capacités à surmonter les conflits. Elles sont désormais en mesure de se projeter dans l'avenir et de mener une activité professionnelle.

Gestion des ressources naturelles

34

conventions de gestion des ressources naturelles signées visant la réduction des conflits autour des ressources naturelles

84 %

des personnes concernées estiment que l'accès aux ressources naturelles est désormais plus équitable

Insertion professionnelle



+ de 3 400 jeunes ont participé à la réhabilitation d'actifs communautaires en échange d'un appui financier pour une épargne

moyenne de 65 000 xaf (98€) par jeune pour le développement d'activités génératrices de revenus.



+ de 4 800 jeunes formés au métier de leur choix et 1 640 accompagnés dans leur insertion économique,

89% estiment que leurs conditions de vie ont été améliorées.



339 Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit mises en place;

+ de 137 millions xaf (200 000€) épargnés, **24 millions** xaf (36 500€) de crédits octroyés.



+ de 3 500 personnes appuyées sur 20 chaînes de valeur dont **2 386** personnes sur la mise en œuvre de micro-projets.

L'économie locale a été développée à travers la transformation et la commercialisation de produits et de services.

Grâce aux activités génératrices de revenus et aux micro-projets, les revenus ont augmenté et l'endettement des ménages a diminué. Les gains ont été réinvestis dans la communauté. En conséquence le sentiment d'autonomie s'est développé, les relations femmes-hommes ainsi qu'entre personnes de confessions religieuses différentes et de communautés différentes se sont améliorées et les relations familiales ont été apaisées .

Appui aux systèmes de production

+ 12 000

producteurs.ices.et éleveurs.euses ont désormais accès à des terres restaurées et à des zones pastorales réhabilitées.

133%

Augmentation des revenus des bénéficiaires de l'activité de maraîchage de 60 000 xaf (92€) à 140 000 xaf (214€) par saison de maraîchage.

13

banques communautaires créées et rendues accessibles à **+ de 4.540** personnes pour le stockage de céréales et d'aliments bétail.

98%

des répondant.e.s appliquent les techniques innovantes enseignées dans leur cultures.

+ de 1 750 Ha

de surfaces irriguées entraînant la diminution du temps consacré à l'irrigation des champs, le développement d'activités génératrices de revenus, la diminution des coûts liés

à l'achat de carburant dédié au générateur pour l'irrigation des parcelles, l'augmentation du rendement et des surfaces cultivables et ainsi des revenus.

14

plans de développement locaux appuyés au profit de 13 communes, cantons, LGA permettant aux territoires de se doter d'une vision partagée du développement de leur localité, prenant en compte les besoins des populations et servant d'outil à l'accompagnement des initiatives locales

1

stratégie régionale de développement socio-économique de l'Extrême-Nord Cameroun développée pour l'amélioration des conditions de vie par la région d'environ 5 millions de personnes

6

organisations de la société civile soutenues pour renforcer l'implication des acteurs.ices locaux.ales dans la mise en œuvre et la pérennisation des activités

17

communes, cantons, LGA soutenues à travers la fourniture de matériel, la formation aux organes de gestion des territoires et aux services techniques afin d'améliorer leurs capacités de gouvernance des zones soutenues

30%

d'augmentation de la participation des femmes dans les instances de décision

2

ateliers thématiques sous-régionaux organisés permettant le partage d'expériences entre pairs et l'échange de bonnes pratiques entre pays d'intervention autour de l'emploi des jeunes, des pratiques agricoles et de la bonne gouvernance

4

forums sur la santé mentale organisés appuyant le plaidoyer pour l'intégration des soins de santé mentale dans les soins de santé primaire

5

foires de mise en contact des producteurs.ices, d'éleveurs.euses et aceteurs.euses permettant d'établir des partenariats économiques organisés

20

comités de pilotage nationaux et 35 comités de pilotage opérationnels permettant aux acteurs du projet d'échanger sur l'état d'avancement de l'intervention, d proposer des ajustements et d'assurer une appropriation des actions et acquis

6

Etudes régionales visant à mieux comprendre l'environnement dans lequel le projet s'est développé pour mieux adapter son action :



Cohésion sociale
« Bassin du lac Tchad : soutenir la cohésion sociale par l'appui aux mécanismes endogènes de prévention, médiation et résolution des conflits »



Santé mentale et le soutien psychosocial
« La prise en charge des troubles psychiques dans le bassin du Lac Tchad »



Approche territoriale
« Approche territoriale en contexte de crise : levier pour le renforcement de la résilience »



Mise en œuvre d'un projet multi-acteurs et multi-sectoriels
« La solidarité internationale à l'épreuve des crises : bonnes pratiques de gestion et de coopération en situation de crise complexe et durable »



Genre
« La question du genre dans le développement socio-économique du bassin du lac Tchad »



Foncier
« Impacts contrastés de la crise sécuritaire sur les situations foncières dans la région du lac Tchad »

4 rapports régionaux de capitalisation

Partage des résultats, leçons apprises et apprentissage sur les actions de cohésion sociale de redressement économique, d'appui à la santé mentale et au soutien psychosocial et sur la localisation du projet.

2 dispositifs d'apprentissage

> **Feedback days** trimestriels
Recueillir les retours des bénéficiaires sur les activités de mise en œuvre.
Identifier et mettre en place des ajustements.

> **4 évaluations** itératives avec mini-séminaires
Analyser et adapter les stratégies du projet.

3 conférences internationales

Restitutions de connaissances auprès des acteurs de l'humanitaire et du développement afin de partager les apprentissages du projet.

Le projet RESILAC est mis en oeuvre :

par le Consortium d'Action Contre la faim (chef de file), CARE et le Groupe URD en partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire, Search For Common Ground et des organisations nationales et locales

&

avec le concours des autorités nationales, des sociétés civiles et la participation financière de l'Union européenne et de l'Agence Française de Développement.



Partenaires de mise en œuvre :



Rendez-vous sur notre site internet :

www.resilac.net

Contact :

Hélène Ronceray, Coordinatrice régionale RESILAC
coordoreg@resilac-actioncontrelafaim.org